

## DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS CONSEIL MUNICIPAL-SEANCE ORDINAIRE du lundi 18 novembre 2024 à 19h

Légalement convoqué le 12 novembre 2024, le Conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire le lundi 18 novembre 2024 à 19h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire.

**Présents** : Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean-Michel LEGRAND, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

#### **Absents excusés** :

Annick SERRE donne pouvoir à Séverine DEBUS  
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON  
Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC  
Umus PERRONE excusée sans pouvoir

**Absents non excusés** : Nathalie ROMANET, Mhrican AVCI, Thomas GIRARD.

Nombre de membres en exercice : 23

Nombre de membres présents : 16

Nombres de pouvoirs : 3

Nombre de membres votants : 19

DR-2024-72	Compte rendu des décisions prises en vertu des pouvoirs délégués	Rapporteur : Jean-Pascal THOMASSET
------------	--	---------------------------------------

Conformément aux dispositions de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de la communication des décisions, prises en vertu des pouvoirs délégués, suivantes :

*NB : Il est précisé qu'un exemplaire de chaque décision accompagnée des pièces annexes a été adressé avec la convocation au présent conseil municipal.*

N°décision	Date	OBJET
31/2024	30/09/2024	Convention temporaire de mise à disposition de terrains chemin des abbatoirs -NGE travaux ferroviaires

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

## DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

32/2024	07/10/2024	Avenant N°1 marché chauffage – DALKIA (intégration abbatiale)
33/2024	08/11/2024	Avenant N°2 marché chauffage -DALKIA (prix gaz SIEA)
34/2024	08/11/2024	Avenant 1 marché rue de la corniche -DGD
35/2024	08/11/2024	Dépôt DP éclairage public bord du lac

**Cela étant exposé, le Conseil Municipal, prend acte du compte-rendu des décisions prises en vertu des pouvoirs délégués telles qu'exposées ci-dessus.**

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET

La Secrétaire de Séance,  
Suzy CASSAR



Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.  
Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le.....  
Publication ou affichage le .....

Jean-Pascal THOMASSET, Maire de Nantua

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.